

---

# Le mouvement syndical en Ontario . . . et les Franco-Ontariens

*Donald Dennie*

---

Le mouvement syndical en Ontario, caractérisé depuis le début du XXe siècle par l'influence des syndicats internationaux et des métiers, subit présentement une évolution qui reflète les changements que connaît la société canadienne dans son ensemble.

Par conséquent, pour étudier le mouvement syndical ontarien, il faut le replacer dans le contexte de la société canadienne et surtout de l'ensemble du mouvement syndical du Canada.

Depuis 25 ans, le syndicalisme canadien a connu un essor important puisque le nombre de syndiqués a plus que doublé. En 1955, 1,268,000 ouvriers étaient membres d'un syndicat. En 1979, ce chiffre était de 3,280,000 membres, ce qui constitue 39 pour cent des travailleurs non agricoles touchant un salaire au Canada.

**Tableau 1: Effectifs syndicaux au Canada (1955-1979)**

---

Années	Effectifs syndicaux (en milliers)	No. de travailleurs non agricoles touchant un salaire au Canada	Pourcentage des effectifs syndi- caux par rapport aux travailleurs non-agricoles
1955	1,268	3,767	33.7
1960	1,459	4,522	32.3
1965	1,589	5,343	29.7
1970	2,173	6,465	33.6
1975	2,884	7,817	36.9
1979	3,280	8,413	39.0

---

Source: Organisations du travail au Canada, Ministère du Travail, Ottawa.

Ce tableau démontre qu'après une baisse de 1955 à 1970, les effectifs syndicaux accusent une augmentation importante depuis une dizaine d'années.

Cette augmentation est marquée surtout par la syndicalisation des cols blancs, principalement des employés dans les différents niveaux de la fonction publique: fédéral, provincial et municipal.

Lorsqu'on examine la distribution régionale des effectifs syndicaux, il en ressort que l'augmentation est surtout marquée dans les Maritimes, le Québec et les Prairies. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont connu une augmentation qui est inférieure à la moyenne nationale.

Alors que la croissance des effectifs syndicaux a été de 5.6 pour cent au cours de la période 1961-1975, en Ontario elle n'a été que de 4.9 pour cent. Par contre, les Prairies ont accusé une hausse de 7.7 pour cent, la plus élevée au Canada. Au cours des cinq dernières années, ces effectifs syndicaux ont augmenté de 50 pour cent ce qui reflète l'expansion économique de cette région et le nombre relativement peu élevé des effectifs syndicaux jusqu'à présent. Ainsi la proportion des travailleurs syndiqués est passée de 18.3 pour cent en 1961 à 29.9 pour cent en 1975.

Dans les Maritimes, les effectifs syndicaux ont plus que doublé de 1961 à 1975, soit de 104,000 à 232,000. La croissance a été de 5.9 pour cent par année soit un peu plus que la moyenne nationale. Cette croissance expliquerait en partie les succès récents du Nouveau parti démocratique dans cette région au cours des dernières élections autant fédérales que provinciales.

Au Québec, la croissance annuelle a été de 6.2 pour cent, soit la deuxième plus importante au Canada.

**Tableau 2: Croissance des effectifs syndicaux au Canada et dans les régions 1961-1975**

Région	Effectifs	Effectifs	Proportions des		Moyenne de la croissance 1961-1975
	('000) 1961	('000) 1975	travailleurs 1961	salariés 1975	
Canada	1,339.1	2,877.7	27.3	34.1	5.6
Maritimes	104.2	231.5	25.5	35.8	5.9
Québec	353.3	820.7	25.9	36.0	6.2
Ontario	555.0	1,083.6	28.4	32.7	4.9
Prairies	135.1	384.2	18.3	29.9	7.7
Colombie-Britannique	191.5	357.8	42.9	38.6	4.6

Source: Distribution industrielle et géographique des effectifs syndicaux au Canada, Ministère du travail, Ottawa.

Si la croissance des effectifs syndicaux n'a pas été aussi importante en Ontario qu'ailleurs au Canada, c'est que le nombre de travailleurs syndiqués était déjà plus élevé qu'ailleurs. L'organisation des travailleurs salariés en syndicats s'est effectuée plus tôt et plus rapidement que dans les autres provinces à cause de l'industrialisation plus avancée de l'Ontario. Il faut souligner, de plus, que l'Ontario compte encore le tiers des travailleurs syndiqués au Canada.

La croissance imposante des effectifs syndicaux dans les Prairies s'explique surtout par les changements dans la structure économique de ces provinces. Le mouvement syndical ayant très peu réussi à organiser les travailleurs agricoles, que ce soit dans les Prairies ou ailleurs, il fallait une transformation dans la structure économique même pour amener cette syndicalisation accrue.

#### **Les effectifs syndicaux selon les groupes d'industries**

Traditionnellement au Canada et par conséquent en Ontario (pour plusieurs analystes anglo-canadiens l'Ontario et le Canada ont souvent été synonymes) ce sont les secteurs les plus industrialisés, soit les usines, les mines et l'industrie forestière, qui ont eu le plus grand nombre de travailleurs syndiqués. Ce fait reflète le travail et le succès des syndicats industriels, la plupart américains, en Ontario. Ce fait

explique aussi le nombre élevé des effectifs syndicaux en Ontario et en Colombie-Britannique.

Depuis dix ans, toutefois, c'est le secteur des services qui connaît une croissance syndicale assez importante.

**Tableau 3: Effectifs syndicaux selon les industries 1961-1975**

Industrie	Effectifs		
	1961	1971	1975
Agriculture			0.1
Forêt	3.9	1.5	1.3
Pêche et trappe	0.3	0.1	0.1
Mine	4.2	3.3	2.2
Manufactures	37.3	35.2	30.0
Construction	10.9	11.0	9.8
Transport, communication et autres utilités	22.4	16.9	14.8
Commerce	3.4	3.9	4.3
Finance		0.1	0.2
Services	13.5	12.6	22.1
Administration publique		15.2	15.0
Total	100.0	100.0	100.0

La syndicalisation des travailleurs a connu des progrès divers selon les types d'industrie. Dans les industries primaires, la syndicalisation a subi un net recul. Dans les secteurs traditionnels, comme les manufactures, la construction, le transport et la communication, le progrès a été modeste mais stable. Par contre, les secteurs des services ont connu une croissance des effectifs syndicaux assez remarquable.

Ces divergences s'expliquent en partie par le fait que dans les secteurs primaires et secondaires, le mouvement syndical avait déjà réussi à organiser une proportion importante des travailleurs salariés. Depuis 1961, il n'a pas réussi toutefois à améliorer ce travail d'organisation soit à cause des stratégies anti-syndicales plus agressives des employeurs et des différents gouvernements, soit à cause des petites unités de travail qui n'incitent pas les syndicats à organiser les salariés qui y sont employés.

**Tableau 4: Changements  
dans les effectifs syndicaux selon les types d'industrie**

Industries	Effectifs ('000)			Proportion des syndi- qués par rapport aux travailleurs salariés dans chaque type			Moyenne 1961-75
	1961	1971	1975	1961	1971	1975	
Toutes	1,418	2,231	2,885	28.9	30.9	33.7	4.6
Agriculture				4		2.6	
Forêt	56	33	37	74.4	40.7	66.1	-2.9
Pêche et trappe	5	2	4		19.2	34.9	-1.0
Mine	60	74	62	76.7	56.2	44.8	0.3
Manufactures	529	786	865	37.6	42.2	46.3	3.5
Construction	154	246	283	50.1	50.6	54.0	4.4
Transport, communi- cations et autres utilités	317	377	426	60.0	55.5	54.1	2.1
Commerce	48	87	125	6.0	7.6	8.4	7.1
Finance		3	6		0.7	1.3	28.0
Services	192	282	638	8.8	14.7	27.6	8.9
Administration publique		339	434	28.8	61.5	64.7	16.5

Source: Distribution industrielle et géographique des effectifs syndicaux au Canada. Ministère du Travail, Ottawa.

En Ontario, les changements reflètent ceux que démontre le tableau 4. La croissance des syndicats dans le domaine des services constitue un phénomène important qui a affecté la structure même du mouvement syndical.

Le recul du mouvement syndical a des répercussions plus sérieuses pour le Nouvel-Ontario, soit cette région du nord de l'Ontario dont la structure économique est fondée sur les industries minières et forestières.

Le tableau 4 a démontré une tendance importante à l'intérieur du mouvement syndical. De plus en plus, la croissance des effectifs syndicaux s'effectue dans le domaine des travailleurs des services, des "cols blancs". Cette croissance s'explique en grande partie par la syndicalisation des travailleurs dans les différentes fonctions publiques depuis 1965. L'organisation syndicale des travailleurs dans

les fonctions publiques, dans les services de santé et dans les institutions scolaires constitue le deux-tiers de la croissance des effectifs syndicaux au Canada de 1965 à 1975. Depuis 1975, on remarque une baisse dans cette croissance parce qu'un grand nombre de ces travailleurs sont maintenant syndiqués.

Il faut souligner deux tendances récentes dans la syndicalisation des cols blancs: i) l'organisation syndicale des employés bancaires a connu certains succès récemment principalement en Ontario; ii) la syndicalisation des enseignants universitaires a progressé au point que la majorité des professeurs d'université sont maintenant membres de syndicats accrédités.

Cette syndicalisation des cols blancs a changé la structure du mouvement syndical. La domination, tout au moins numérique, des syndicats internationaux (américains) sur le mouvement syndical canadien et ontarien n'est plus aussi imposante qu'auparavant. Le plus grand pourcentage de syndicats canadiens est dû à cette organisation syndicale des travailleurs dans les fonctions publiques. En 1978, moins de la moitié des syndiqués, au Canada, étaient membres de syndicats internationaux. En 1961, 72 pour cent des syndiqués étaient membres de ces syndicats.

**Tableau 5: Répartition des effectifs syndicaux  
selon le genre de syndicat et d'affiliation 1961-1978**

Genre et affiliation	Nombre de syndicats	Effectifs Nombre	Effectifs Pourcentage
Syndicats internationaux	88	1,553,477	47.4
Syndicats nationaux	121	1,637,626	50.0
Syndicats locaux à charte directe	251	26,493	0.8
Organisations locales indépendantes	170	60,372	1.8
	630	3,277,968	100.0

Source: Organisations de travailleurs du Canada, Ministère du Travail, Ottawa

En Ontario, le pourcentage des syndicats internationaux est plus élevé que dans l'ensemble du Canada. En 1976, 62 pour cent des syndiqués étaient membres de syndicats internationaux. Ce pourcentage relativement élevé reflète le fait que les syndicats industriels américains (AFL/CIO) ont organisé les travailleurs dans les usines et les mines de l'Ontario à compter du début du 20<sup>e</sup> siècle. A cause de leur force d'organisation et de leurs ressources financières, ils ont réussi depuis lors à organiser des travailleurs dans plusieurs domaines très divers. De plus, la structure économique de l'Ontario est encore fondée en grande partie sur les secteurs primaire et secondaire bien que plusieurs analystes économiques, dont le Conseil des sciences du Canada et le Conseil économique de l'Ontario qualifient la période actuelle, dans l'histoire économique de l'Ontario, de "dé-industrialisation".

Le pourcentage des syndicats internationaux a toutefois baissé en Ontario ce qui reflète la tendance vers les syndicats nationaux dans l'ensemble du Canada.

**Tableau 6: Pourcentage des effectifs membres des syndicats internationaux en Ontario**

1961	1970	1978
73	75	62

Source: Rapport du ministère de l'Industrie et du commerce, Ottawa, 1978: Les syndicats ouvriers

### **La hiérarchie des syndicats**

Cette croissance des syndicats canadiens, surtout dans le secteur des cols blancs, se reflète dans la hiérarchie des syndicats au Canada et en Ontario.

**Tableau 7: Hiérarchie des syndicats au Canada comptant 50,000 membres ou plus 1978**

Nom	Effectifs
1. Syndicat canadien de la fonction publique	231,000
2. Métallurgistes unis d'Amérique	199,000
3. Alliance de la fonction publique du Canada	154,432
4. Syndicat international des travailleurs unis de l'automobile, de l'aéronautique et de l'astronautique et des instruments aratoires d'Amériques	130,000
5. Syndicat national des fonctionnaires provinciaux	128,061
6. Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique	89,010
7. Fraternité internationale d'Amérique des camionneurs, chauffeurs, préposés d'entrepôts et aides	86,603
8. Centrale de l'enseignement du Québec	85,000
9. Fédération des affaires sociales	70,000
10. Fraternité internationale des ouvriers en électricité	63,914
11. Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	61,049
12. Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord	61,029



13. Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique	56,741
14. Syndicat canadien des travailleurs du papier	56,500
15. Union internationale des employés des services du Canada	55,000
16. Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	54,298
17. Union internationale des employés de commerce	52,000
18. Travailleurs canadiens de l'alimentation et d'autres industries	50,000

En Ontario, l'importance des syndicats industriels internationaux est reflétée dans la hiérarchie syndicale.

**Tableau 8: Hiérarchie des syndicats en Ontario comptant 15,000 membres ou plus (1978)**

1. Travailleurs unis de l'Amérique
2. Métallurgistes unis d'Amérique
3. Alliance de la fonction publique du Canada
4. Syndicat canadien de la fonction publique
5. Association des fonctionnaires provinciaux de l'Ontario
6. Fraternité unie des charpentiers et menuisiers
7. Fraternité internationale des camionneurs
8. Union internationale des journalistes
9. Découpeurs de viande et bouchers unis d'Amérique
10. Union internationale des employés des services
11. Fraternité internationale des ouvriers en électricité
12. Ouvriers unis de l'électricité
13. Fédération américaine des musiciens
14. Association internationale des machinistes, travailleurs de l'aérospatiale
15. Union des employés de gros, de détail et magasins à rayon
16. Syndicat canadien des travailleurs du papier
17. Travailleurs amalgamés du vêtement

Cette hiérarchie, en plus de démontrer la prépondérance des syndicats internationaux en Ontario, démontre l'importance des syndicats qui regroupent des travailleurs qualifiés, que ce soit des travailleurs de l'auto, des électriciens ou des fonctionnaires. En effet, le mouvement syndical, dans l'ensemble du Canada et surtout en Ontario, est composé principalement de cette élite de la classe ouvrière, ce qui expliquerait, selon certains, l'aspect con-

servateur des syndicats en Ontario.

Cette caractéristique explique peut-être le fait que les femmes dans la force ouvrière ne sont pas tellement bien représentées au sein de l'organisation syndicale. En 1975, le nombre de femmes membres de syndicats se chiffrait par 773,000 soit 27 pour cent des effectifs syndicaux.

Bien que cette proportion soit relativement basse, il s'agit d'une augmentation de 41 pour cent depuis 1972. Cette hausse reflète la participation accrue des femmes au sein de la force ouvrière canadienne. C'est dans les secteurs du commerce et des services personnels que les femmes sont les plus syndiquées (47.8 pour cent) alors qu'elles le sont beaucoup moins dans les domaines de la finance et de l'assurance (0.6 pour cent).

En Ontario, le pourcentage de femmes syndiquées est en deçà du pourcentage national. Alors qu'elles constituent 41 pour cent de la force ouvrière de la province, seulement 24 pour cent d'entre elles sont membres de syndicats. Le fait que les femmes travaillent en grande partie dans des endroits où le nombre d'employés est relativement restreint semble avoir milité contre leur organisation syndicale.

Enfin, au Canada comme en Ontario, les syndicats deviennent de plus en plus gros. En 1975, plus de la moitié des syndiqués au Canada étaient membres de syndicats qui avaient des effectifs de 30,000 membres et plus. En Ontario, dix syndicats regroupaient 60 pour cent des effectifs syndicaux de la province. Les trois-quarts des syndiqués étaient membres des 17 syndicats qui avaient 15,000 membres ou plus. La croissance des syndicats nationaux surtout dans le secteur des cols blancs et la fusion de plusieurs syndicats depuis une dizaine d'années expliquent en grande partie cette tendance vers les gros syndicats.

Cette tendance affecte évidemment la structure interne des syndicats, principalement son aspect démocratique. Bien que plusieurs syndiqués croient qu'il y a un manque de démocratie dans ces gros syndicats surtout internationaux, il est difficile de faire une affirmation d'ordre général pour l'ensemble des syndicats.

Ainsi, le mouvement syndical canadien connaît des changements d'envergure depuis la fin des années 1960. Les effectifs syndicaux ont plus que doublé depuis 20 ans surtout à cause de la croissance des syndicats nationaux qui regroupent les cols blancs: fonctionnaires, enseignants,

travailleurs de la santé. Le nombre de femmes syndiquées a considérablement augmenté depuis quelques années mais elles ne constituent pas encore un pourcentage important des effectifs syndicaux. Les syndicats internationaux perdent graduellement leur importance numérique au sein du mouvement syndical canadien bien qu'ils regroupent, en Ontario, plus de la moitié des effectifs syndicaux.

### **Un syndicalisme ontarien?**

Peut-on affirmer qu'il existe un mouvement syndical typiquement ontarien? Existe-t-il une tradition syndicale ontarienne?

Parce qu'il est étroitement lié à la structure syndicale canadienne et même plus à la structure syndicale internationale; parce que la plupart des syndicats qui le composent oeuvrent dans l'ensemble du pays, il est difficile d'affirmer qu'il existe un syndicalisme typiquement ontarien. Parce qu'il a été lié de près au mouvement syndical américain, le syndicalisme ontarien n'a pas de traditions qui soient réellement distinctes de ce dernier. Mais parce qu'il est toujours lié à cette organisation syndicale internationale et à cause de la structure économique de la province, le syndicalisme ontarien accuse un retard en ce qui a trait au mouvement nationaliste qui marque présentement le mouvement syndical canadien.

Il est difficile, de plus, de faire état d'une tradition syndicale purement ontarienne à cause de deux autres facteurs: 1) la grande fragmentation de l'organisation syndicale et ii) le caractère plutôt conservateur du syndicalisme en Ontario.

#### *i) la fragmentation*

Le mouvement syndical, en Ontario, est loin d'être homogène. Fragmenté en 3,880 locaux à travers la province, on ne retrouve aucun centre d'organisation, aucune stratégie commune pour réunir ces diverses unités syndicales. Le journaliste du *Globe and Mail* affecté au secteur des syndicats, monsieur Wilfred List<sup>1</sup>, prétend que c'est là une des principales caractéristiques du syndicalisme ontarien. "Ce n'est pas du tout une organisation monolithique, nous a-t-il dit lors d'une interview. Il s'agit d'un ensemble de locaux qui ont tous leur autonomie et, un peu, leurs traditions."

Ainsi, bien qu'il y ait une tendance vers des syndicats plus gros depuis quelques années, ces syndicats sont fragmentés en des nombreuses organisations locales, lesquelles maintiennent une certaine indépendance.

Ces locaux ont la liberté de s'affilier soit à des conseils de travail (on en retrouve 45 en Ontario et 115 à travers le Canada) ou à la Fédération du travail de l'Ontario. Il s'agit d'organismes qui représentent leurs membres auprès des divers paliers de gouvernement.

*ii) le caractère conservateur*

La plupart des observateurs de la scène syndicale ont noté l'aspect conservateur du mouvement syndical ontarien. Ils attribuent ce fait à la composition du mouvement qui regroupe, en grande partie, des ouvriers qualifiés qui constituent l'élite de la classe ouvrière. Plus préoccupés par la revendication d'un meilleur niveau de vie que par la transformation structurelle de la société, ces ouvriers syndiqués sont souvent décrits comme étant "embourgeoisés".

Toutefois, des événements récents dont la journée de protestation contre les mesures anti-inflationnistes et les grèves d'enseignants, de travailleurs de la santé et des mineurs de l'INCO, ont démontré un militantisme qu'on ne soupçonnait pas.

De plus, il est difficile de qualifier de conservateur l'ensemble du mouvement syndical ontarien. Il faut distinguer entre régions, entre divers secteurs du mouvement, entre le leadership et les membres. La récente grève à l'INCO qui a duré pendant huit mois et demi, a témoigné d'un militantisme de la part du leadership du local 6500 des Métallos unis et d'un groupe numériquement fort des membres du syndicat.

Les grèves récentes de la part de certains groupes d'enseignants, surtout dans la région métropolitaine de Toronto, ainsi que des infirmières ont surpris par leur ton militant, plus dur que d'habitude.

Il est certain cependant que le mouvement syndical ontarien est moins radical qu'en Colombie-Britannique qui a une organisation ouvrière plus centralisée. Il est aussi moins radical qu'au Québec où le leadership des centrales syndicales, sinon les membres, s'est avéré relativement militant depuis 15 ans.

Cette différence entre le Québec et l'Ontario, en ce qui a trait au ton des déclarations et aux actions concertées, est due en partie au fait que les cadres des centrales syndicales québécoises sont meublés davantage d'intellectuels et de diplômés universitaires. En Ontario, la majorité des cadres des centrales syndicales proviennent des milieux de travail et des syndicats locaux de la province. Les déclarations marxistes provenant des centrales syndicales québécoises à la fin des années '60 et au début de cette décennie n'ont pas eu d'échos en Ontario où le langage est tout au plus social-démocrate.

### **Les alliances politiques**

Officiellement, les syndicats importants comme les Métallos et les Travailleurs-unis de l'auto appuient le Nouveau parti démocratique, comme le fait aussi la Fédération du travail de l'Ontario. D'ailleurs, l'on remarque de plus en plus des liens structurels et idéologiques entre la FTO (l'une des dix fédérations provinciales créées par le Congrès du travail du Canada) et le NPD. Les employés du NPD passent souvent à l'emploi de la FTO et vice-versa.

Malgré cet appui officiel, une très grande partie des membres appuient le parti conservateur, aux élections provinciales et le parti libéral, au niveau fédéral, comme en a témoigné l'élection du 22 mai dernier. Lors de cette élection, le NPD n'a pas eu l'appui des syndiqués de façon aussi massive que prévu ce qui lui a coûté des circonscriptions électorales dans le sud de l'Ontario. Cet appui qu'accordent les syndiqués aux deux partis traditionnels, les libéraux à Ottawa et les conservateurs à Toronto, est souvent employé comme un indice de leur embourgeoisement. (Un récent sondage qui démontre que la majorité des syndiqués croient que les syndicats sont devenus trop puissants et exigeants auprès des employeurs et des gouvernements indiquerait aussi que les convictions idéologiques des syndiqués sont formées et maintenues par des agents autres que les syndicats.)

Ces faits démontrent qu'en Ontario le mouvement syndical n'est pas l'agent principal de formation des convictions idéologiques de ses membres.

### **. . . et les Franco-Ontariens?**

Il n'est certes pas habituel d'allier syndicalisme et Franco-

Ontariens. L'idéologie franco-ontarienne ou canadienne-française n'accorde aucune place, ni même une mention honorable, au syndicalisme ou aux travailleurs. Ce n'est guère surprenant compte tenu du fait que ses définisseurs ne sont pas et n'ont jamais été des syndiqués ou tout au moins des membres engagés de syndicats. L'idéologie franco-ontarienne contient même, de façon implicite, des éléments anti-syndicalistes. Plusieurs de ses définisseurs sont aussi contre le syndicalisme.

De plus en plus, toutefois, les Franco-Ontariens sont membres de syndicats. Que ce soit dans la fonction publique d'Ottawa, dans les différentes fonctions publiques provinciale, régionale ou municipale, que ce soit dans les mines ou les industries forestières du nord de l'Ontario ou dans les usines du sud, que ce soit dans les magasins de gros et de détail ou les services d'éducation et de santé de la province, les Franco-Ontariens sont membres de syndicats.

Il nous est impossible de savoir quel est le pourcentage des Franco-Ontariens qui sont syndiqués. Il est également impossible de connaître leur degré d'engagement dans ces syndicats. Mais il n'est pas illogique de croire que cette appartenance à des syndicats d'un côté et le manque d'allusion au monde syndical ou même au monde du travail dans l'idéologie franco-ontarienne de l'autre puisse engendrer des conflits chez ces Franco-Ontariens qui auront pour effet de convaincre plusieurs de ces derniers à ne pas s'identifier à la "communauté" franco-ontarienne.

Par contre, francophonie et syndicalisme ne semblent pas faire bon ménage en Ontario. Comme dans la plupart des secteurs de la vie ontarienne, le français est très rarement utilisé dans le fonctionnement quotidien des syndicats, surtout dans les syndicats industriels. Un franco-phone engagé dans les Métallos unis a rationalisé cette réalité en affirmant que face au patronat il ne fallait pas songer à diviser les syndiqués par la question linguistique. Donc l'anglais domine. D'ailleurs le simple fait d'introduire la question linguistique en discutant du syndicalisme est perçu comme une stratégie de nationaliste pour camoufler la relation sociale ouvrier-employeur.

Les Franco-Ontariens sont-ils influents dans le mouvement syndical ontarien? Non. Ici et là, dans le nord de l'Ontario au sein de syndicats de mineurs, de travailleurs de la forêt, dans l'est au sein des syndicats de fonctionnaires,

l'on retrouve des présidents, des secrétaires ou des directeurs de syndicats locaux. Mais dans l'ensemble ils sont absents. Comme dans la structure sociale de l'Ontario, ils occupent des positions avec peu de pouvoir et de statut. Ils sont plutôt secrétaires, délégués, vice-présidents que présidents de locaux.

Et parce que l'histoire des Franco-Ontariens, fidèle à l'idéologie franco-ontarienne, privilégie les religieux et religieuses, les hommes professionnels et d'affaires, les enseignants et aucunement les syndiqués, il est impossible de repérer dans le passé des personnalités franco-ontariennes qui ont joué un rôle important dans ce domaine.

Puisque le syndiqué, en général, n'occupe pas un statut élevé dans la société ontarienne et canadienne,<sup>2</sup> puisque le Franco-Ontarien n'y jouit pas non plus d'un statut élevé, il est par conséquent dans la logique des choses que le Franco-Ontarien ne soit pas très important dans les hiérarchies syndicales et, encore plus, que le Franco-Ontarien syndiqué ne soit pas érigé en modèle. Ce qui n'empêche nullement toutefois plusieurs Franco-Ontariens de militer dans les syndicats non pas comme Franco-Ontariens mais comme travailleur voulant améliorer les conditions de travail et de vie de leurs collègues.

Il est cependant un domaine où le Franco-Ontarien peut agir comme Franco-Ontarien et comme syndiqué. Il s'agit du seul domaine qu'il contrôle en partie: celui de l'enseignement.

Au niveau des écoles primaires et secondaires de l'Ontario, les 5,000 enseignants francophones sont regroupés dans l'Association des enseignants franco-ontariens. L'AEFO est membre de l'Ontario Teachers' Federation, laquelle regroupe 100,000 enseignants ontariens.

L'AEFO et l'OTF ne sont pas, strictement, des syndicats. Il s'agit plutôt d'une association professionnelle qui a des activités syndicales comme la négociation salariale avec les divers conseils scolaires, la protection des employés et le droit de grève.

Mais contrairement aux autres syndicats qui sont reconnus par la Commission ontarienne des relations du travail, l'AEFO et l'OTF sont créés et régies par une loi de l'Assemblée législative de l'Ontario dans le cadre du ministère de l'Éducation.

Les enseignants eux-mêmes, membres de l'AEFO, ne se

considèrent pas des syndiqués. "Ils ont même peur du mot syndiqué, avoue un cadre de l'Association. Ils se voient et se définissent comme des professionnels qui sont intégrés au système. Ils ne veulent pas agir sur une base de confrontation, comme on le fait à la Centrale des enseignants du Québec. A l'AEFO, c'est plutôt la coopération avec le ministère. il s'agit à vrai dire d'un syndicat d'affaires."

Cette attitude n'est pas tellement différente de celle de la majorité des syndiqués ontariens si l'on se fie à leur comportement électoral et à certains sondages. Les syndiqués et les travailleurs auraient honte de leur condition sociale et voudraient ainsi l'ignorer, la répudier, la camoufler. C'est là, en quelque sorte, le comportement d'un acculturé.<sup>3</sup>

### **Le rôle de l'Etat**

Cette situation syndicale est encadrée par un Etat provincial qui, en remplissant la fonction de gérance des relations sociales entre travailleurs et employés, privilégie la position des employeurs.<sup>4</sup>

Les lois ontariennes qui régissent l'accréditation syndicale et tout le domaine des relations industrielles sont considérées comme étant sinon réactionnaires tout au moins très sévères à l'égard des syndicats.

Contrairement à la Colombie-Britannique et au Québec, l'Ontario a institué un cadre légal qui accorde des privilèges et des latitudes plus grandes aux employeurs qu'aux employés dans l'organisation et l'accréditation des syndicats.

L'Etat ontarien a pu définir et mettre en vigueur un tel cadre parce que l'idéologie bourgeoise est très forte en Ontario. Même les travailleurs et les syndiqués semblent en être convaincus. Ainsi les pressions pour libéraliser les lois qui régissent les relations industrielles ne sont pas très fortes. Et compte tenu du courant d'opinion conservateur qui croît non seulement en Ontario ou au Canada, mais semble-t-il dans le monde occidental, cette situation globale ne devrait pas changer bientôt.

### **Notes**

<sup>1</sup> Monsieur List est un des rares journalistes, anglophone ou francophone, en Ontario, qui soit affecté à ce secteur de la vie canadienne et ontarienne.



- 2 L'étude de John Porter: *The Vertical Mosaic*, University of Toronto Press, 1965 a bien démontré que l'élite syndicale n'était pas au même niveau que les autres élites canadiennes.
- 3 cf Dorais, Fernand: Qui a tué André? L'acculturation des Franco-Ontariens, *Revue du Nouvel-Ontario*, no. 1, 1978.
- 4 cf Leo Panitch: *The Canadian State*, University of Toronto Press, 1977.

## Bibliographie

Voici une liste de travaux importants sur le syndicalisme au Canada. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive mais elle comprend plusieurs des travaux les plus complets sur ce sujet.

### Ouvrages en français

- Bélanger, Noel et autres: *Les travailleurs québécois 1851-1896*  
Presses de l'Université du Québec, 1975
- Desrosiers, Richard et Héroux, Denis: *Le travailleur québécois et le syndicalisme*, Presses de l'Université du Québec, 1973
- Dion Gérard et autres: *La politisation des relations du travail*,  
Presses de l'Université Laval, 1973
- Dion, Gérard et autres: *Pouvoir et "pouvoirs" en relations du travail*,  
Presses de l'Université Laval, 1970
- Dion Gérard et autres: *Le syndicalisme canadien: une réévaluation*,  
Presses de l'Université Laval, 1968
- Dumas, Evelyn: *Dans le sommeil de nos os*, Black Rose Books, 1971
- Eaton, J.K.: *La croissance du syndicalisme dans les années soixante*,  
Ministère du travail du Canada, Ottawa.
- Harvey, Fernand: *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*,  
Editions du Boréal Express, 1973
- Leblanc, André et Thwaites, James D.: *Le monde ouvrier au Québec*,  
Presses de l'Université du Québec, 1973 (Bibliographie rétrospective)
- Ministère du travail du Canada, Ottawa:  
*La distribution industrielle et géographie des effectifs syndicaux au Canada*  
*Les conditions de travail dans l'industrie canadienne*  
*Les organisations de travailleurs au Canada*  
*La croissance du syndicalisme au Canada, 1921-1967*
- Rapport annuel du ministre de l'Industrie et du Commerce: Les syndicats ouvriers*. Publication annuelle du ministère de l'industrie et du commerce et de Statistique Canada.
- Tremblay, Louis-Marie: *Bibliographie des relations du travail au Canada*,  
Presses de l'Université de Montréal.